



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# François de Wendel, l'argent et le pouvoir

---

**Industriel président du Comité des forges, Régent de la Banque de France et député, François de Wendel symbolisa à lui tout seul la puissance des « 200 familles »**

---

« A la tête de nouvelle féodalité, un homme puissamment riche, après avoir pris à sa solde des politiciens des partis les plus divers et asservi la grande presse, prétend diriger la politique extérieure et intérieure de notre pays. Ce roi de France sans couronne se nomme François de Wendel. » En février 1936, quelques mois avant la victoire du Front Populaire, la presse de gauche se déchaîne contre François de Wendel. Pour une partie de l'opinion, l'homme incarne à lui tout seul la puissance des « 200 familles », ces « grands actionnaires » de la Banque de France accusés de contrôler toute l'économie française. Une puissance qui relève plus du mythe que de la réalité. Mais auquel le parcours de François de Wendel semble donner

quelque crédit. Gérant de l'une des plus puissantes entreprises sidérurgiques européenne, président du Comité des forges, régent de la Banque de France, propriétaire de plusieurs journaux, député et sénateur, l'industriel est en effet l'une des personnalités les plus influentes de France.

Tout, d'ailleurs, le destinait à jouer ce rôle. Et d'abord ses origines familiales. Lorsque François de Wendel naît à Paris en 1874, cela fait près d'un siècle que les Wendel, sous la houlette du premier ancêtre Jean-Martin Wendel, se sont lancés dans la sidérurgie en acquérant la forge de la Rodolphe à Hayange, près de Thionville. Lorsque la famille, contrainte d'émigrer sous la Révolution française et dont les



biens ont été confisqués, revient en France en 1803, tout est à rebâtir. Ce sera l'œuvre de François Ier de Wendel, de son fils Charles - le grand-père de François - puis de son petit-fils Robert. Pendant tout le XIXème siècle, les Wendel agrandissent méthodiquement leurs possessions lorraines, achetant mines et établissements concurrents. C'est aussi l'époque où la famille fait ses premiers pas en politique, plus d'ailleurs du côté de l'opposition que des gouvernements en place. Parlementaire sous le Premier Empire, Charles de Wendel se distingue ainsi par sa tiédeur bonapartiste. De même François de Wendel se fait-il élire sur une étiquette libérale en pleine Restauration. Plus tard, les Wendel ne chercheront pas vraiment à entrer en grâce auprès de Napoléon III, se distinguant en cela de l'autre grande dynastie de maîtres de forge : les Schneider.

Fils de Henri de Wendel, François de Wendel - François II comme on l'écrit pour le distinguer de son arrière-grand-père - s'inscrit dans la lignée de la famille dont il poursuit les traditions. Formé chez les Jésuites, diplômé de l'Ecole des Mines de Paris, il grandit dans

un contexte très particulier. La défaite française de 1871 et l'annexion de la Lorraine par les Allemands ont en effet obligé la famille à scinder ses activités : à la société en commandite Les Petits-Fils de François de Wendel l'exploitation des usines désormais allemandes. A une nouvelle société Wendel & Cie celle des mines de fer de Joeuf, près de Briey (Meurthe-et-Moselle). C'est cette branche française, augmentée des nouvelles mines de fer de Briey découvertes dans les années 1880, que François II de Wendel prend en main après la double mort de son oncle Robert, en 1903, et de son père Henri, en 1906. La sidérurgie : elle constitue le premier pilier de la puissance de François de Wendel. A la veille de la Première Guerre mondiale, il s'extrait des mines de Joeuf 763 000 tonnes de minerai de fer. Couvrant une superficie de 19 hectares, l'usine produit 280 000 tonnes de fonte avec ses huit hauts-fourneaux, son aciérie Thomas et ses laminoirs. A Briey non loin de là, Wendel & Cie exploite des mines de fer dont les réserves sont estimées...à 3 milliards de tonnes ! Ce formidable gisement, hautement stratégique pour la France et pour l'entreprise familiale, se-

ra à l'origine d'une mauvaise polémique lorsqu'en 1919, une rumeur insistante laissera entendre qu'à la demande de François de Wendel, l'Etat-Major aurait accepté de ne pas bombarder le bassin de Briey, alors occupé par les Allemands, afin d'épargner les usines et les puits de la maison. Rumeur totalement infondée, comme l'a définitivement prouvé Jean-Noël Jeanneney dans la biographie qu'il a consacrée à l'industriel, mais qui en dit long sur les mythes qui entourent sa personne. La puissance de François de Wendel s'accroît encore après 1918 lorsque les branches française et allemande sont à nouveau réunies, faisant de l'industriel l'un des tout premiers « maîtres de forge » d'Europe. En 1929, au terme d'une nouvelle phase d'expansion menée dans toute l'Europe, la « Maison » Wendel emploie 40 000 personnes et représente à elle seule 17% de la production de fonte en France et 23% de celle de l'acier.

Le deuxième pilier de la puissance de François reflète la position dominante que Wendel occupe au sein du secteur de la sidérurgie, surtout après la Première Guerre mondiale : il s'agit du fameux Comité des

forges qu'il préside de 1918 à 1940. Créé en 1864 par les principaux maîtres des forges français, le Comité dispose alors, sans conteste, d'une grande influence en France. François utilise notamment cet organisme pour tenter de durcir la position de la France vis-à-vis de l'Allemagne vaincue, plaidant notamment pour une occupation rapide et prolongée de la Ruhr, seul moyen à ses yeux pour l'industrie française de recevoir le charbon qui lui fait alors défaut. Avec plus ou moins de succès, il faut le dire. Profondément divisé, traversé de rancœurs et de conflits, le Comité est loin en fait d'avoir le pouvoir qu'on lui prête souvent, et a le plus grand mal à influencer sur le cours des affaires publiques. « Cette situation honorifique m'ennuie. Elle me paralyse un peu à la Chambre sans profit », écrit d'ailleurs François de Wendel en 1921, parlant de ses fonctions à la texte du Comité.

L'influence, ce n'est en fait pas au sein de l'organisation patronale que François de Wendel la cherche, mais ailleurs, à la Chambre, dans la presse et à la Banque de France, dont il est l'un des régents depuis 1913. A la politique, l'industriel s'est essayé

dès 1901, se faisant élire conseiller d'arrondissement pour le canton de Briey puis conseiller général de Meurthe-et-Moselle en 1907. Battu à deux reprises aux Législatives, il est enfin élu à Joeuf en 1914. Il sera réélu sans discontinuer jusqu'en 1932, date à laquelle il décroche un siège au Sénat. Homme de droite mais sincèrement Républicain - dreyfusard dans sa jeunesse, il se tiendra à l'écart du régime de Vichy - c'est l'un des piliers de la Fédération Républicaine, le grand parti de la droite républicaine et conservatrice que dirige, dans les années 1920, Louis Marin. Mais dans un régime de partis où les coalitions ne durent guère, la Fédération Républicaine pèse finalement assez peu sur la politique française et François de Wendel, que son nom et sa fortune desservent plus qu'elle ne le servent, moins encore. On peut en dire autant de ses investissements dans la presse. Repris en 1926, le très ancien et très prestigieux Journal des débats lui permet certes de faire passer ses idées. Mais l'investissement est loin d'être un succès sur le plan financier et l'expose à des coups en retour de la presse de gauche.

Et pourtant... En 1924, cet homme qui cumule les pouvoirs et qui a un pied dans l'industrie, la presse et la politique, semble à l'apogée de son pouvoir au point d'être capable de faire chuter un gouvernement de la République. De quoi raviver le mythe des « 200 familles » et celui, tout aussi prégnant, du « mur d'argent ». Tout commence en mai 1924 lorsque le Cartel des Gauches remporte les Législatives. François de Wendel, qui a, mais sans succès, largement ouvert sa bourse pour financer les partis de droite, ne cache pas son mépris pour cette coalition de socialistes et de radicaux - « un mauvais macaroni radical », comme il la surnomme - et, plus encore, pour son leader nommé à la tête du gouvernement, Edouard Herriot, dont il stigmatise la faiblesse face à l'Allemagne. Faute d'avoir pu influencer sur les événements à la Chambre ou par presse interposée, c'est en jouant de sa position de régent de la Banque de France que François de Wendel va tenter de porter un coup fatal à un régime qu'il abhorre.

Lorsque Herriot accède au pouvoir, la situation financière du pays est alarmante. Depuis que les Américains ont, en 1919,



suspendu tout crédit et commencé à présenter leurs créances, le franc n'a cessé de baisser, alimentant une spéculation effrénée. La victoire du Cartel des Gauches, en provoquant une profonde inquiétude au sein des milieux d'affaires, a encore accentué la glissade de la monnaie. Rechignant à prendre les mesures que son aile gauche réclame - comme l'instauration d'un impôt sur la capital - Herriot doit, pour honorer les engagements financiers du pays, recourir aux avances de la Banque de France, un expédient bien connu et souvent utilisé par le passé. Des mois durant, usant de son poids au sein de la Banque et ralliant peu à peu ceux qui, comme Edouard de Rothschild, ne souhaitent pas un affrontement avec le gouvernement, François de Wendel serre lentement autour du cou de Herriot et de son ministre des Finances, Clémentel, le lacet qui finira par les étrangler. En mars 1925, mettant en balance sa démission, le maître des Forges rallie la majorité du conseil de régence à une attitude ferme face au Cartel des Gauches. En mars 1925, le refus de la Banque de France d'autoriser le dépassement du plafond de la circulation monétaire afin de faire face aux de-

mandes de remboursement de bons du Trésor précipite la chute d'Herriot, effective en avril. « Peut-on me demander à moi, homme politique, qui voit la façon dont Herriot et ses acolytes mènent la France au désastre, de continuer à lui rendre les services que nous lui rendons depuis des mois ? », dira, en guise d'épithète, François de Wendel. Dans l'affaire, l'industriel, qui accueille avec soulagement le retour au pouvoir de Raymond Poincaré en juillet 1926, a remporté une vraie victoire. Une victoire qui en dit long sur le rôle des actionnaires privés de la Banque de France - et notamment sur les 200 principaux d'entre eux, seuls autorisés à l'assemblée générale et qui ont donné naissance au mythe des 200 familles - et sur l'influence du conseil de régence. Mais l'action de Wendel au sein de la Banque est loin, très loin même, d'être la seule cause de la chute du Cartel des Gauches, victime autant de la défiance généralisée des milieux d'affaires et des porteurs de titres que de ses propres incohérences.

Cet épisode vaut en tout cas à Wendel d'être systématiquement pris pour cible par la presse de gauche, surtout à partir de

1936, date à laquelle celle-ci se déchaîne contre le « roi de France sans couronne. » Il est vrai que l'industriel vieillissant a accueilli sans aucune sympathie le Front Populaire, et moins encore la réforme de la Banque de France que le gouvernement formé par Léon Blum a fait voter en juillet 1936 et qui prévoit, entre autres, la suppression du conseil de Régence. François de Wendel sent-il qu'il perd là l'un des principaux et des plus prestigieux piliers de sa puissance ? Sans doute. Accusé en vrac de soutenir les ligues fascistes - il a effectivement financé, pendant quelques années, les Jeunesses patriotes de Pierre Tattinger avant d'y renoncer -, de livrer du minerai de fer aux Allemands, de financer des campagnes de presse en faveur du rapprochement franco-allemand - un comble pour ce germanophobe qui ne cache pas tout le mal qu'il pense de Hitler - et même d'avoir provoqué la chute du Front Populaire, François de Wendel fait figure de bouc émissaire commode. Les années 1930, il les passe surtout à s'occuper de l'entreprise familiale, durement frappée par la crise économique mondiale. Entre 1929 et 1937, la production de la maison chute ainsi de plus de 40%.

Curieusement, cet homme qui n'a jamais caché l'hostilité que lui inspirait le régime de Vichy, qui n'éprouve aucune forme d'antisémitisme et dont les biens industriels ont été confisqués par les Allemands dès 1940 est victime, après la guerre, d'une campagne de calomnie, notamment de la part du journal l'Humanité. L'industriel est notamment accusé d'avoir passé un accord avec Goering, une rumeur totalement fantaisiste mais qui contribue à l'écartier des cercles du pouvoir. Ayant renoncé à toute ambition politique, privé des moyens de pression que lui conférait jadis la possession du Journal des débats - le titre a cessé de paraître en 1944 - François de Wendel meurt en 1949. Avec lui s'éteint le dernier maître de forges de la dynastie.

---

**Tristan GASTON-BRETON,**  
Historien d'entreprises  
[tgastonbreton@elzear.com](mailto:tgastonbreton@elzear.com)